

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 99 — 1150

[99/00279]

25 MARS 1999

Loi modifiant les articles 140-1 à 140-6 de la loi provinciale relatifs à la consultation populaire provinciale (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. L'article 140-1 de la loi provinciale, inséré par la loi du 25 juin 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 140-1. Le Conseil provincial peut, soit d'initiative, soit à la demande des habitants de la province, décider de consulter les habitants sur les matières d'intérêt provincial.

L'initiative émanant des habitants de la province doit être soutenue par au moins 10 % de ceux-ci.

Art. 3. Dans l'article 140-2, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 25 juin 1997, les mots « électeurs provinciaux » sont remplacés par les mots « habitants de la province ».

Art. 4. L'article 140-3 de la présente loi, inséré par la loi du 25 juin 1997, est complété comme suit :

« 3° le nom, les prénoms, la date de naissance et le domicile des personnes qui prennent l'initiative de demander la consultation populaire ».

Art. 5. A l'article 140-4 de la même loi, inséré par la loi du 25 juin 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, 2°, les mots « qui n'ont pas la qualité d'électeur provincial » sont remplacés par les mots « qui ne répondent pas aux conditions fixées à l'article 140-5, § 1^{er} »;

2° l'alinéa 3 est complété comme suit :

« Dans ce cas, le conseil provincial organise une consultation populaire ».

Art. 6. L'article 140-5 de la même loi, inséré par la loi du 25 juin 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 140-5. § 1^{er}. Pour demander une consultation populaire ou y participer, il faut :

1° être inscrit ou mentionné au registre de la population d'une commune de la province;

2° être âgé de seize ans accomplis;

3° ne pas faire l'objet d'une condamnation ou d'une décision emportant l'exclusion ou la suspension des droits électoraux de ceux qui sont appelés à voter aux élections provinciales.

§ 2. Pour pouvoir demander une consultation populaire, les conditions prévues au § 1^{er} doivent être réunies à la date à laquelle la demande a été introduite.

Pour pouvoir participer à la consultation populaire, les conditions prévues au § 1^{er}, 2° et 3°, doivent être réunies le jour de la consultation et celle visée au § 1^{er}, 1°, doit l'être à la date à laquelle la liste de ceux qui participent à la consultation populaire est arrêtée.

Les participants qui, postérieurement à la date à laquelle la liste précitée est arrêtée, font l'objet d'une condamnation ou d'une décision emportant dans le chef de ceux qui sont appelés à voter aux élections provinciales, soit l'exclusion des droits électoraux, soit la suspension, à la date de la consultation, de ces mêmes droits, sont rayés de ladite liste.

§ 3. L'article 1^{er} ter, § 1^{er}, de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales est d'application à l'égard de toutes les catégories de personnes qui répondent aux conditions prescrites au § 1^{er}.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 99 — 1150

[99/00279]

25 MAART 1999

Wet tot wijziging van de artikelen 140-1 tot 140-6 van de provinciewet betreffende de provinciale volksraadpleging (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 140-1 van de provinciewet, ingevoegd bij de wet van 25 juni 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 140-1. De provincieraad kan, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de inwoners van de provincie, beslissen de inwoners te raadplegen over de aangelegenheden van provinciaal belang.

Het initiatief dat uitgaat van de inwoners van de provincie, moet worden gesteund door ten minste 10 % van de inwoners.

Art. 3. In artikel 140-2, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 juni 1997, wordt het woord « provincieraadskiezers » vervangen door de woorden « inwoners van de provincie ».

Art. 4. Artikel 140-3 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 juni 1997, wordt aangevuld als volgt :

« 3° de naam, voornamen, geboortedatum en woonplaats van de personen die het initiatief nemen tot de raadpleging ».

Art. 5. In artikel 140-4 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 juni 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, 2°, worden de woorden « die niet de hoedanigheid van provincieraadskiezer hebben » vervangen door de woorden « die niet voldoen aan de in artikel 140-5, § 1, opgesomde voorwaarden »;

2° het derde lid wordt aangevuld als volgt :

« In dat geval organiseert de provincieraad een volksraadpleging ».

Art. 6. Artikel 140-5 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 juni 1997, wordt vervangen voor de volgende bepaling :

« Art. 140-5. § 1. Om te verzoeken om of deel te nemen aan een volksraadpleging moet men :

1° in het bevolkingsregister van een gemeente van de provincie ingeschreven of vermeld zijn;

2° de volle leeftijd van zestien jaar hebben bereikt;

3° niet het voorwerp uitmaken van een veroordeling of beslissing die voor een provincieraadskiezer de uitsluiting of opschorting van het kiesrecht meebrengt.

§ 2. Om te verzoeken om een volksraadpleging moeten de voorwaarden vermeld in § 1 vervuld zijn op de datum waarop het verzoekschrift werd ingediend.

Om deel te nemen aan een volksraadpleging moeten de voorwaarden vermeld in § 1, 2° en 3°, vervuld zijn op de dag van de raadpleging, en de voorwaarde vermeld in § 1, 1°, op de datum waarop de lijst van deelnemers aan de volksraadpleging wordt afgesloten.

De deelnemers die na de datum waarop de lijst van deelnemers aan de volksraadpleging wordt afgesloten, het voorwerp zijn van een veroordeling of een beslissing die voor een provincieraadskiezer ofwel de uitsluiting van het kiesrecht, ofwel de schorsing van dat recht op de dag van de raadpleging meebrengt, worden van de lijst van deelnemers aan de volksraadpleging geschrapt.

§ 3. Artikel 1^{er} ter, § 1, van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadskiezingen is van toepassing op alle categorieën van personen die voldoen aan de in § 1 bepaalde voorwaarden.

Pour les ressortissants non-belges et pour les ressortissants belges âgés de moins de dix-huit ans, les notifications interviendront à l'initiative des parquets des cours et tribunaux dans l'hypothèse où la condamnation ou l'internement, qui ne sont plus susceptibles d'aucun recours ordinaire, auraient emporté exclusion de l'électorat ou suspension des droits électoraux s'ils avaient été prononcés à charge d'une personne appelée à voter aux élections provinciales.

Si la notification intervient après que la liste de ceux qui participent à la consultation populaire a été arrêtée, l'intéressé est rayé de cette liste.

§ 4. Le trentième jour avant la consultation, le collège des bourgmestre et échevins dresse une liste des participants à la consultation populaire.

Sur cette liste sont repris :

1° les personnes qui, à la date mentionnée, sont inscrites ou mentionnées au registre de la population de la commune et satisfont aux autres conditions de participation prévues au § 1^{er};

2° les participants qui atteindront l'âge de seize ans entre cette date et la date de la consultation;

3° les personnes dont la suspension des droits électoraux prendra ou prendrait fin au plus tard le jour fixé pour la consultation.

Pour chaque personne satisfaisant aux conditions de participation, la liste des participants mentionne le nom, les prénoms, la date de naissance, le sexe et la résidence principale. La liste est établie selon une numérotation continue, le cas échéant par section de la commune, soit dans l'ordre alphabétique des participants, soit dans l'ordre géographique en fonction des rues.

§ 5. La participation à la consultation populaire n'est pas obligatoire.

Chaque participant a droit à une voix.

Le scrutin est secret.

La consultation populaire ne peut avoir lieu que le dimanche. Les participants sont admis au scrutin de 8 à 13 heures. Ceux qui se trouvent dans le local de vote avant 13 heures sont encore admis au scrutin.

§ 6. Il n'est procédé au dépouillement que si au moins 10 % des habitants de la province ont participé à la consultation. » ».

§ 7. Les dispositions de l'article 147bis du Code électoral s'appliquant à la consultation populaire provinciale, étant entendu que le mot « électeur » est remplacé par le mot « participant », que les mots « l'électeur » et « les électeurs » sont chaque fois remplacés respectivement par les mots « le participant » et « les participants », que les mots « l'élection » sont remplacés par les mots « la consultation populaire » et que les mots « les élections pour lesquelles » sont remplacés par les mots « la consultation populaire pour laquelle ».

Art. 7. Dans l'article 140-6, alinéa 4, de la même loi, inséré par la loi du 25 juin 1997, le mot « électeurs » est remplacé par les mots « habitants de la province ».

Art. 8. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi. Cette date ne peut être postérieure au 1^{er} janvier 2000.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Voor niet-Belgische onderdanen en voor Belgische onderdanen jonger dan achttien jaar worden de kennisgevingen door de parketten van de hoven en rechtbanken gedaan wanneer de veroordeling of de internering, waartegen met geen gewoon rechtsmiddel meer kan worden opgekomen, zou geleid hebben tot de uitsluiting van het kiesrecht of opschorting van dit recht als ze ten laste van een provincieraadskiezer werd uitgesproken.

In geval van kennisgeving nadat de lijst van deelnemers aan de volksraadpleging is opgemaakt, wordt de betrokkene van deze lijst geschrapt.

§ 4. Op de dertigste dag voor de raadpleging maakt het college van burgemeester en schepenen een lijst op van deelnemers aan de volksraadpleging.

Op die lijst worden vermeld :

1° de personen die op vermelde datum in het bevolkingsregister van de gemeente ingeschreven of vermeld zijn en de andere in § 1 bedoelde deelnemingsvoorwaarden vervullen;

2° de deelnemers die tussen deze datum en de datum van de raadpleging de leeftijd van zestien jaar bereiken;

3° de personen voor wie de schorsing van het kiesrecht een einde neemt of zou nemen uiterlijk op de dag die is vastgesteld voor de raadpleging.

Voor elke persoon die voldoet aan de deelnemingsvoorwaarden, vermeldt de lijst van deelnemers aan de volksraadpleging de naam, de voornamen, de geboortedatum, het geslacht en de hoofdverblijfplaats. De lijst wordt volgens een doorlopende nummering en eventueel per wijk van de gemeente opgemaakt, ofwel in alfabetische volgorde van de deelnemers, ofwel geografisch volgens de straten.

§ 5. De deelname aan de volksraadpleging is niet verplicht.

Elke deelnemer heeft recht op een stem.

De stemming is geheim.

De volksraadpleging kan enkel op een zondag plaatsvinden. De deelnemers worden tot de stemming toegelaten van 8 tot 13 uur. Zij die zich voor 13 uur in het stemlokaal bevinden worden nog tot de stemming toegelaten.

§ 6. Tot stemopneming wordt slechts overgegaan indien ten minste 10 % van de inwoners van de provincie aan de raadpleging hebben deelgenomen. ».

§ 7. De bepalingen van artikel 147bis van het kieswetboek zijn van toepassing op de provinciale volksraadpleging, met dien verstande dat de woorden « kiezer » en « kiezers » steeds worden vervangen door respectievelijk de woorden « deelnemer » en « deelnemers », en de woorden « verkiezing » en « verkiezingen » door het woord « volksraadpleging ».

Art. 7. In artikel 140-6, vierde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 juni 1997, wordt het woord « kiezers » vervangen door de woorden « inwoners van de provincie ».

Art. 8. De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze wet. Deze datum mag niet later zijn dan 1 januari 2000.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Note

(1) *Session ordinaire 1996-1997.*

Chambre des représentants.

Document parlementaire. — Proposition de loi, n° 1175/1.

Session ordinaire 1997-1998.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Amendements, n°s 1175/2 à 6. — Rapport, n° 1175/7. — Texte adopté par la Commission, n° 1175/8. — Amendements, n°s 1175/9 et 10. — Rapport complémentaire, n° 1175/11. — Texte adopté par la Commission, n° 1175/12. — Amendement, n° 1175/13.

Session ordinaire 1998-1999.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Amendements, n°s 1175/14 et 15. — Articles adoptés en séance plénière, n° 1175/16. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1175/17.

Annales de la Chambre des représentants. — Discussion et adoption, séances des 15 juillet, 21, 22 et 29 octobre 1998.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1134/1. — Amendements, n°s 1-1134/2 et 3. — Rapport, n° 1-1134/4. — Texte adopté par la Commission, n° 1-1134/5. — Décision de ne pas amender, n° 1-1134/6.

Annales du Sénat. — Discussion et adoption, séance du 11 mars 1999.

Nota

(1) *Gewone zitting 1996-1997.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementair bescheid. — Wetsvoorstel, nr. 1175/1.

Gewone zitting 1997-1998.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Amendementen, nrs. 1175/2 tot 6. — Verslag, nr. 1175/7. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1175/8. — Amendementen, nrs. 1175/9 en 10. — Aanvullend verslag, nr. 1175/11. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1175/12. — Amendement, nr. 1175/13.

Gewone zitting 1998-1999.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Amendementen, nrs. 1175/14 en 15. — Artikelen aangenomen in plenaire vergadering, nr. 1175/16. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1175/17.

Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers. — Bespreking en aanneming, vergaderingen van 15 juli, 21, 22 en 29 oktober 1998.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1134/1. — Amendementen, nrs. 1-1134/2 en 3. — Verslag, nr. 1-1134/4. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1-1134/5. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 1-1134/6.

Handelingen van de Senaat. — Bespreking en aanneming, vergadering van 11 maart 1999.

F. 99 — 1151

[99/00281]

12 AVRIL 1999. — Arrêté royal déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment l'article 91;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1er;

Vu l'extrême urgence :

Considérant que la loi précitée du 15 mars 1999 a été publiée au *Moniteur belge* du 27 mars 1999 et qu'elle ne fixe pas expressément la date d'entrée en vigueur de l'article 91;

Qu'il en résulte que cet article entre en vigueur le dixième jour suivant celui de sa publication, soit le 6 avril 1999;

Qu'à défaut de règlement de procédure, le redevable d'une taxe provinciale ou communale n'est pas en mesure d'exercer de manière effective le droit qui lui est accordé par le législateur;

Qu'il y a donc lieu de fixer sans délai la procédure visée à l'article 9, alinéa 2, de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, rétabli par la loi du 15 mars 1999 susvisée;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « autorités compétentes », soit le gouverneur en cas de réclamation contre une imposition provinciale, soit le collège des bourgmestre et échevins en cas de réclamation contre une imposition communale.

2° « représentant » la personne physique spécialement mandatée par le réclamant, un avocat, un ayant droit du réclamant ainsi que l'organe ou le préposé habilité à représenter une personne morale.

Art. 2. La réclamation visée à l'article 9, alinéa 1er, de la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès de l'autorité compétente.

N. 99 — 1151

[99/00281]

12 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot bepaling van de procedure voor de gouverneur of voor het college van burgemeester en schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, inzonderheid op artikel 91;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de uiterst dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de voormelde wet van 15 maart 1999 bekendgemaakt is in het *Belgisch Staatsblad* van 27 maart 1999 en dat zij niet uitdrukkelijk de datum van inwerkingtreding van artikel 91 bepaalt;

Dat daaruit voortvloeit dat dit artikel in werking treedt op de tiende dag na de dag van de bekendmaking ervan, dat wil zeggen op 6 april 1999;

Dat bij gebrek aan procedureregeling, de belastingplichtige van een provincie- of gemeentebelasting niet in staat is om het recht dat hem door de wetgever toegekend is, werkelijk uit te oefenen;

Dat dus onverwijld de procedure bedoeld in artikel 9, tweede lid, van de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen, hersteld door de voormelde wet van 15 maart 1999, bepaald moet worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « bevoegde overheden », hetzij de gouverneur in geval van een bezwaarschrift tegen een provinciebelasting, hetzij het college van burgemeester en schepenen in geval van een bezwaarschrift tegen een gemeentebelasting.

2° « vertegenwoordiger », de natuurlijke persoon die speciaal gemachtigd is door de eiser, een advocaat, een rechthebbende van de eiser evenals het orgaan of de aangestelde die gemachtigd is om een rechtspersoon te vertegenwoordigen.

Art. 2. Het bezwaarschrift bedoeld in artikel 9, eerste lid, van de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen, moet, op straffe van nietigheid, schriftelijk bij de bevoegde overheid ingediend worden.